



DOSSIER

LA JEUNESSE EN DANGER

S'INFORMER

Quand la résurrection
d'une paroisse passe
par l'assimilation
au quartier
Page 5

GRAINE DE SEL

Trop jeune pour être roi ?
Page 8

FÉDÉRATION

Retour sur la journée
mondiale des réfugiés
Page 23

PORTRAIT

Isabelle Richard,
présidente de la FEP
Page 28

ACTUALITÉS P. 3

En bref

Des nouvelles orientations stratégiques débattues en ateliers

Romina Sanfourche

Adhérents

Une nouvelle vie pour un temple de Montpellier

Romina Sanfourche

S'INFORMER P. 5

Quand la résurrection d'une paroisse passe par l'assimilation au quartier

Fabienne Delaunoy

Les Petites Pierres, la plateforme qui soutient les projets d'habitat solidaire en France

Bérangère Martinel

L'ÉPIDE redonne le sourire à leur avenir

Johan Garcia

GRAINE DE SEL P. 8

Trop jeune pour être roi ?

Brice Deymié

DOSSIER : LA JEUNESSE EN DANGER P. 9

La vie liquide

Brice Deymié

Une jeunesse impatiente, en révolte ou en danger

Didier Sicard

Les jeunes et la pornographie

Béatrice Belliard

Cache-moi ce corps que je ne saurais voir

Taïeb Ferradji

La Mission populaire de Trappes aide à l'insertion des plus jeunes

Valérie Rodriguez

La jeunesse s'engage, engagez-vous pour la jeunesse

Nadine Marchand

Jeunesse et justice : protection et prévention avant sanction

Jean-Paul Le Bourg

3 Questions à Marc Juston

Fabienne Delaunoy

L'orientation des élèves, un sujet essentiel souvent mis à mal

Fabienne Delaunoy

Les mineurs de la Goutte d'Or

Chansia Euphrosine

Ces jeunes qui s'engagent

Propos recueillis par Florence Daussant

VIE DE LA FÉDÉRATION

Retour sur la Journée mondiale des réfugiés

Parcours d'une battante !

Écologie et justice sociale

Agenda

4^{es} Assises nationales des entraides protestantes

CULTURE P. 27

PORTRAIT P. 28

Isabelle Richard, présidente de la FEP

éditorial

Jean Fontanieu,
secrétaire général de la FEP



Notre jeunesse en danger

À l'heure où les pouvoirs publics semblent avoir pris conscience que le délitement de l'action publique en faveur des jeunes a pris des proportions alarmantes, menaçant les bases du vivre ensemble et de la cohésion sociale, il nous a semblé nécessaire, vu notre position, de préciser et d'affirmer les fondamentaux qui devraient être collectivement stabilisés.

De quoi parlons-nous ?

Du choc générationnel, un problème qui nécessite une réinterrogation constante. Déjà sous Platon ou Socrate, les Anciens critiquaient les valeurs et comportements décadents de la jeunesse. Ce besoin de liberté nécessitant le dépassement des cadres établis est pourtant le ferment de l'innovation. Cette révolte représente la réaction vivante contre l'accoutumance à la fatalité. En préambule de la charte de la FEP, c'est bien ce refus de la fatalité qui guide notre réflexion.

Du choc de la complexité, quand les composantes paradoxales du monde percutent une jeunesse fragile, peu soutenue par des adultes terrorisés par la perte de leur autorité. Les dégâts de ce choc de la complexité s'expriment avec les laissés-pour-compte, avec les victimes qui peuplent nos MECS, que menacent la prostitution, les addictions, les troubles du comportement et de l'apprentissage. Cette complexité, les adultes doivent la partager, et la traduire pour cette jeunesse déboussolée.

De la perte d'espérance : quand les éducateurs spécialisés ne savent plus par quel bout prendre un dossier de jeune en danger, quand les étudiants pauvres dorment dans les voitures, quand 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans diplôme, avec l'obscur conscience – confirmée par les statistiques – qu'ils formeront demain les cohortes de Pôle emploi et, plus tard, des CHRS...

Cette perte d'espérance ne peut se tolérer sans une réaction majeure des adultes, car elle menace par elle-même notre avenir commun. Il va nous falloir apprendre le partage du fardeau que représente l'avenir sombre de notre planète ; il va nous falloir mobiliser toutes nos ressources pour arrêter la progression mortifère des inégalités, mêlées à la question des héritages que nous allons ou voulons laisser aux générations futures : cette volonté façonnera leur espérance... Entre perte de l'attention sociale, affaiblissement des droits de l'enfant, incapacité des adultes à parler d'une voix commune de nos limites (celles qui nous concernent et celles qu'il est nécessaire d'imposer aux jeunes), l'urgence est en effet grande, l'attente est immense...

Alors, que la FEP se saisisse, à sa manière, de ce danger qui menace notre projet profond ; que la jeunesse puisse dire un jour à ses anciens : vous nous avez montré le chemin !

“
Il va nous falloir
apprendre le
partage du fardeau
que représente
l'avenir sombre
de notre planète.”

Revue trimestrielle d'information et de réflexion de la Fédération de l'Entraide Protestante - www.fep.asso.fr - 47, rue de Clichy 75009 Paris - Tél. 01 48 74 50 11 - Fax 01 48 74 04 52 - ISSN : 1637-5971. Directrice de la publication : Isabelle Richard. Directeur de la rédaction : Jean Fontanieu. Rédactrice en chef : Romina Sanfourche - Membres du comité de rédaction : Fabienne Delaunoy, Florence Daussant-Perrard, Nadine Davous, Chantal Deschamps, Pierre-Louis Duménil, Brice Deymié, Taïeb Ferradji, Isabelle Grellier, Henry Masson, Jean-Paul Le Bourg, Didier Sicard. Relecture : Florence Collin. Photo de couverture et dossier : Julien Helaine / Hans Lucas ; www.julienhelaine.com - Photos : Istock - Maquette : Studio Marnat - www.marnat.fr - Imprimeur : Marnat - Prix au numéro : 9,50 €.

actualités

Des nouvelles orientations stratégiques débattues en ateliers

Le samedi 6 avril s'est tenue l'assemblée générale de la Fédération de l'Entraide Protestante. À cette occasion, quatre ateliers ont été animés, chacun par trois administrateurs, pour produire des propositions sur le devenir de la FEP.

Le premier atelier, « Construire un lien fédératif porteur de sens » (Isabelle Richard, Daniel Speckel et Florence Daussant), a permis au groupe de se poser plusieurs questions : **Qu'est-ce qui est essentiel et qui nous rassemble en tant que membres de la FEP ? Comment la FEP peut-elle promouvoir ce lien ? Quels sont nos besoins et nos attentes ? Comment notre engagement peut-il contribuer à tisser le lien fédératif et à le faire vivre ?**

Les éléments de réponse confirmaient que la FEP est bien fédératrice de valeurs communes, liées au protestantisme, et que son engagement est fort. Néanmoins, des frustrations persistent chez les membres plus modestes qui ne disposent pas des moyens qu'ils souhaiteraient. Le groupe a suggéré que la FEP crée plus de liens entre ses membres pour que les plus importants accompagnent les plus petits. La création d'un « Groupe entraides » serait une solution idéale à développer cette année.

Le deuxième atelier, « Accompagner la transition générationnelle, numérique, organisationnelle » (Benoît Lavallart, Yves Jeunesse et Brigitte Raymond), portait sur le passage de témoin entre générations qui s'impose dans nos structures. Le constat est alarmant : très peu de jeunes font partie des instances des associations ou fondations ; le plus souvent, aucun n'a intégré les CA. De même, ils sont peu représentés parmi les bénévoles, alors que le personnel, lui, est souvent jeune. Il y a un vrai décalage entre l'envie de



mobiliser des jeunes et la capacité des institutions à leur laisser une place, à modifier leurs habitudes pour s'adapter. Les jeunes ont des attentes spécifiques, ils obéissent à une motivation personnelle sans forcément s'engager dans la durée. **Le groupe a souhaité mettre en place une liste d'offres pour leur accueil, afin de les aider à trouver des lieux qui répondent à leurs attentes, avec peut-être même la création d'une plateforme de mise en relation.**

Au sein du troisième groupe relatif à la communication, « Le défi de la communication : comment porter une parole forte en interne et à l'extérieur ? » (Sandra Gardelle, Chrystèle Raharijaona et Corinne Ménadier), **il a été souligné que la FEP doit apporter des outils de communication pour développer une image commune, partagée, comme c'est le cas dans une franchise.** Il faut témoigner de ce que l'on fait pour dupliquer, partager l'Espérance. En cela la place des médias – et pas seulement des médias protestants – est importante. Il faut travailler ensemble avec les pouvoirs publics, la société civile, le grand public... Pour ce groupe, les cibles de communication de la FEP sont d'une part, les adhérents, les partenaires, les bénévoles, les salariés ; mais aussi les protestants, les paroissiens,

les non-protestants, le monde politique et l'ensemble des bénéficiaires des actions des adhérents. Plusieurs éléments peuvent être mis en place comme la création d'une base de données, avec les ressources nécessaires pour aider les membres à réussir leurs actions de communication.

Pour le dernier atelier, « Vivre l'Entraide comme une vocation protestante inspirée de l'Évangile ? » (Christian Galtier, Hélène Beck et Rémi Gounelle), les participants ont positionné les axes de travail de leurs structures selon plusieurs catégories : la gouvernance, l'éthique, la communication et la relation aux autres. Le groupe s'est penché sur des questions assez difficiles : **Que faire quand l'appétit du pouvoir se heurte aux réalités humaines ? Quand l'éthique n'est pas toujours respectée face à certaines situations ? Comment la communication peut-elle valoriser la foi ? Ou encore : Comment distinguer les relations institutionnelles et les relations avec les salariés ?**

Autant de questions complexes qui méritent d'être traitées par plusieurs groupes de réflexion lors de prochains ateliers. ■

Romina Sanfourche,
responsable communication FEP

actualités

Une nouvelle vie pour un temple de Montpellier

Le Carrousel du cours Gambetta à Montpellier, ancien temple protestant, sera demain un espace social, culturel, spirituel et artistique.



Ce fut un temple protestant pendant 135 ans. Demain, ce sera un espace social, culturel et artistique composé de 53 appartements, d'une salle de conférences de 200 places, d'un studio radio et d'une salle de rédaction.

Le projet immobilier – porté par la Fondation du protestantisme – concerne le temple du cours Gambetta et un bâtiment voisin donnant sur la rue Louise-Guiraud. Le temple, dont l'entrée se fait par la rue Brueys, est situé en face de la station Saint-Denis des lignes 3 et 4 du tramway montpelliérain.

Construit au début du XIX^e siècle, c'était initialement un manège équestre – d'où le nom de Carrousel – devenu en 1882 un temple de l'Église réformée, auquel se sont ajoutés ensuite des locaux administratifs et sociaux.

À la place sera construit un double bâtiment neuf, au gabarit des immeubles voisins, d'une surface totale de 3 500 m². Côté cours Gambetta, l'immeuble comptera quatre étages et, côté rue Louise-Guiraud, deux étages. Une double passerelle reliera les deux bâtiments au-dessus d'un patio.

Les deux premiers niveaux du bâtiment principal seront dédiés aux activités culturelles, sociales et spirituelles. Ainsi, au rez-de-chaussée, une grande salle de 200 places pourra accueillir des spectacles ou des cultes. Cette salle pourra aussi être partagée en trois par des cloisons amovibles pour permettre, par exemple, des réunions d'associations locales.

Au premier étage de ce grand bâtiment, on trouvera, entre autres, un espace de communication abritant les

locaux de la radio associative FM+, des espaces d'accueil d'associations de jeunes et des logements sociaux pour héberger les responsables de la gestion et de l'animation de l'ensemble.

Dans le détail, le projet comporte :

- > une résidence sociale pour familles monoparentales (24 logements) ;
- > une pension de famille (24 logements) ;
- > un pôle communication (écrite, radio, web) ;
- > un lieu d'accueil et de rencontres pour activités sociales et culturelles ;
- > des bureaux et logements d'accompagnement, et cinq logements destinés à des pasteurs retraités.

Trois partenaires se sont associés, sous forme de fondations individualisées, au sein de la Fondation du protestantisme (reconnue d'utilité publique) qui réalise l'ensemble du projet :

- > Protestantisme de Montpellier, pour les activités culturelles et sociales ;
- > Gammes, pour la résidence sociale pour familles monoparentales (24 logements) ;
- > l'Armée du Salut, pour la pension de famille pour personnes isolées ou socialement fragilisées (24 logements).

L'architecte des bâtiments de France a demandé que deux murs du temple soient conservés et que soient réalisés des percements conservant l'aspect initial. Les deux bâtiments parallèles au cours Gambetta, reliés par une galerie, permettent de répondre ainsi aux différents besoins tout en préservant des espaces libres. ■

Romina Sanfourche,
responsable communication FEP

Plus d'infos :

Contact presse :

Luc-Olivier Bosset (06 41 66 60 77)
luc-olivier.bosset@erf-montpellier.org



L. Dufaix Architecte



Association RESU
Rencontre, Écoute,
Solidarité, Unité

Quand la résurrection d'une paroisse passe par l'assimilation au quartier

Une église qui se vide, une paroisse qui vieillit et qui finit par mourir... et renaît sous une autre forme. À Strasbourg, avec le soutien de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Moselle, l'association La Résu a permis que le vaste ensemble paroissial accueille de nouveau la vie.

En 2013, lors du départ à la retraite du dernier pasteur, l'église et la paroisse de la Résurrection semblaient condamnées, vu le peu de protestants historiques restant au Neuhof, un quartier périphérique de Strasbourg qui a vu sa population évoluer et concentrer aujourd'hui les inégalités.

Plus aucun culte n'était célébré et le conseil presbytéral était dissous. Mais l'association Les Amis de la Résu, liée à la création de la paroisse en 1963 et propriétaire des locaux, était toujours active et souhaitait ne pas abandonner ce lieu et cette présence protestante.

L'association Les Amis de la Résu est devenue, en 2014, « La Résu », comme « rencontre, écoute, service, unité ». L'objectif était de créer un lieu convivial pour les habitants et un espace de travail pour les associations qui interviennent dans le quartier. Une animatrice des lieux a été embauchée pour faire vivre le projet.

Sophie Fauroux a été par la suite ordonnée pasteure. « *Cela n'a pas tellement changé mon travail, explique-t-elle, à part qu'aujourd'hui, les habitants me demandent de célébrer des baptêmes, des mariages et des enterrements, et d'organiser des temps de prière.* »

Une vocation spirituelle dans un lieu laïc

Le lieu conserve donc une vocation spirituelle, même s'il n'est pas dédié à la pratique cultuelle classique. Il accueille néanmoins deux communautés évangéliques qui célèbrent leurs cultes. « *Ici, c'est un lieu laïc avec une éthique protestante* », selon Éric Faure, président de l'association et du conseil presbytéral réactivé. Le but est que les gens se croisent, que les idées émergent. Ainsi, à côté des cours d'alphabétisation du Secours populaire, des permanences des Scouts et guides de France, des

ateliers de théâtre du Projet de réussite éducative de la Ville de Strasbourg ou encore des réunions des militants d'ATD-Quart-Monde, l'association La Résu propose des activités pour les habitants du quartier.

Le dernier projet se nomme l'Espace des possibles. Un lieu de coworking avec bureaux a été aménagé pour faciliter le travail de personnes qui souhaitent monter un projet et être accompagnées par l'association. Au service des habitants, la Résu permet aussi aux personnes souvent seules de se retrouver pour jouer à des jeux de société. Le groupe des Lundis des amis s'est ainsi créé il y a plusieurs mois. Le service civique en charge de l'animation du groupe en profite pour sensibiliser les participants à la santé et au bien-être. Les bénévoles de l'association animent encore différentes activités : bibliothèque de rue, contes, café-rencontres, etc. Et il existe des facilités pour créer des ponts entre les activités, afin que les personnes puissent aller des unes aux autres.

Bref, le vaste ensemble de la Résu, qui comprend une église, un jardin et des salles, est de nouveau animé. La Résurrection porte bien son nom. ■

Fabienne Delaunoy,
journaliste



Les Petites Pierres, la plateforme qui soutient les projets d'habitat solidaire en France

L'accès à un logement décent est un droit fondamental et inaliénable. Aujourd'hui ce sont plus de 16 millions de personnes¹ qui subissent la crise du logement en France, dont 4 millions sont privées d'un habitat décent.

Des personnes qui se trouvent en situation de grande précarité, parfois à la rue, logées chez un tiers, à l'hôtel, ou dans des logements surpeuplés. Les victimes du mal-logement sont aussi des personnes âgées qui n'ont plus aucune autonomie dans leur chez-soi et souffrent d'isolement.

À l'image de ces exemples, on peut constater que les situations de mal-logement sont nombreuses et variées. Elles concernent toutes les populations, les jeunes, les moins jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les parents isolés, les familles brisées ou encore ceux et celles qui se trouvent obligés de fuir leur pays pour survivre. C'est dans ce contexte que Les Petites Pierres a vu le jour, afin de soutenir toutes les initiatives qui permettent aux mal-logés

de retrouver un peu de dignité et de confort. Les Petites Pierres est un mode original de **crowdfunding**, créé en 2013 afin d'aider le maximum d'associations à œuvrer pour un habitat solidaire en France.

“

Une révolution numérique efficace qui, depuis fin 2013, a permis de soutenir plus de 220 projets grâce à 2,5 millions d'euros collectés et redistribués.

”

redistribués à leurs porteurs. Quatre-vingt-dix-huit pour cent d'entre eux ont réussi leur levée de fonds sur Les Petites Pierres en 2018.

La singularité de la plateforme ? Abonder chaque don fait par un internaute pour créer un effet de levier et encourager ainsi les porteurs de projet à lever des fonds auprès de leurs réseaux sur leur territoire.

Une révolution numérique efficace qui, depuis fin 2013, a permis de soutenir plus de 220 projets grâce à 2,5 millions d'euros collectés et

Les Petites Pierres a vocation à aider ceux et celles qui interviennent pour l'accès à un habitat décent pour tous au cœur des territoires. La plateforme soutient et accompagne les associations pour donner vie à leurs projets, mais donne aussi de la visibilité à leur cause et leur transmet les clés pour mobiliser leurs communautés. Grâce à la puissance du numérique, elle est également un vecteur de décroisement pour ces associations locales.

Pour ce faire, l'équipe des Petites Pierres accompagne pas à pas l'association. Que ce soit sur la définition du projet, le montant de la collecte en amont, sa présentation sur la plateforme, mais aussi pendant les 90 jours de campagne et, enfin, pendant un an après, afin de suivre l'évolution du projet sur le terrain.

C'est ainsi que Boutique Solidarité, accueil de jour de l'hôtel social 93, situé à Gagny en Seine-Saint-Denis, a lancé cette année sa première campagne de crowdfunding solidaire sur Les Petites Pierres afin de financer son projet de réadaptation et de réaménagement de ses locaux. Grâce aux 20 000 € collectés, l'accueil de jour est désormais en capacité d'accueillir l'ensemble des femmes venues chercher un peu d'aide et de réconfort.

Si vous aussi, vous portez un projet d'habitat solidaire, la plateforme Les Petites Pierres serait ravie de pouvoir vous accompagner dans votre levée de fonds grâce à un suivi personnalisé tout au long de votre collecte. ■

Bérangère Martinel,
responsable développement
« Les Petites Pierres »

<https://www.lespetitespierres.org/aménager-un-espace-pour-femmes-à-gagny>.

¹ Donnée issue du rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre sur le mal-logement.



© ÉPIDE - R. Demaret

L'ÉPIDE

redonne le sourire à leur avenir

Trois mille sept cents. C'est le nombre de jeunes qui intègrent chaque année l'un des 19 centres ÉPIDE – établissement pour l'insertion dans l'emploi, placé sous la tutelle des ministères du Travail et de la Cohésion des territoires. Ces jeunes, tous volontaires, entre 18 et 25 ans, sont sans diplôme ni expérience professionnelle.

En rejoignant l'ÉPIDE, leur objectif est de construire leur projet professionnel, d'acquérir une formation générale et spécialisée, mais aussi d'apprendre à prendre soin d'eux et des autres. Pour qu'ils y parviennent, 1 100 agents les accompagnent.

L'insertion professionnelle, l'objectif du parcours

« Pendant les deux premiers mois, le parcours s'axe sur la découverte des métiers et de l'entreprise, grâce à des échanges avec des professionnels et des stages », détaille Carole Doriol, conseillère en insertion professionnelle. Sur cette base, les volontaires déterminent deux projets professionnels réalistes.

Pour les accompagner vers la réussite, l'ÉPIDE propose une approche globale. Celle-ci permet de régler les problèmes (sociaux, médicaux, administratifs...) qui entravent l'accès à l'emploi, et favorise la prise de confiance en soi et l'autonomie. Apprendre à gérer son budget avec le chargé d'accompagnement social, maîtriser ses consommations d'alcool ou de cannabis avec le soutien de

l'infirmier... des éléments essentiels pour mener une vie d'adulte. La pratique du sport concourt aussi à structurer les volontaires.

Une formation personnalisée

Les jeunes suivent une remise à niveau en mathématiques et français, adaptée à leur projet. Sur une même notion, les exercices sont différents. Un futur vendeur pourra apprendre les fractions en se projetant dans l'étiquetage pendant les soldes quand un futur commis de cuisine adaptera les quantités d'une recette.

Une méthode d'apprentissage très éloignée de ce que ces jeunes ont connu. « J'ai arrêté l'école en 3^e. Pendant deux ans, je me suis renfermé, je ne faisais rien du tout. Ici on apprend différemment. C'est personnalisé », raconte Alexandre, volontaire.

Un avis partagé par Magali : « Ici, on est traité comme des adultes et on comprend à quoi servent les cours », explique-t-elle. Près d'un tiers des jeunes qui rejoignent l'ÉPIDE a ainsi décroché du système scolaire à la suite d'une mauvaise orientation.

À la recherche d'un cadre structurant

En rejoignant l'ÉPIDE, beaucoup de volontaires sont à la recherche d'un cadre structurant, apporté par l'inspiration militaire et la vie en internat. « J'étais libre de faire ce que je voulais avant, maintenant on m'impose des règles. Ça change ! J'ai acquis de la discipline, j'ai appris à me lever, à travailler pour quelque chose, à ne pas rester à ne rien faire », confie Fabien.

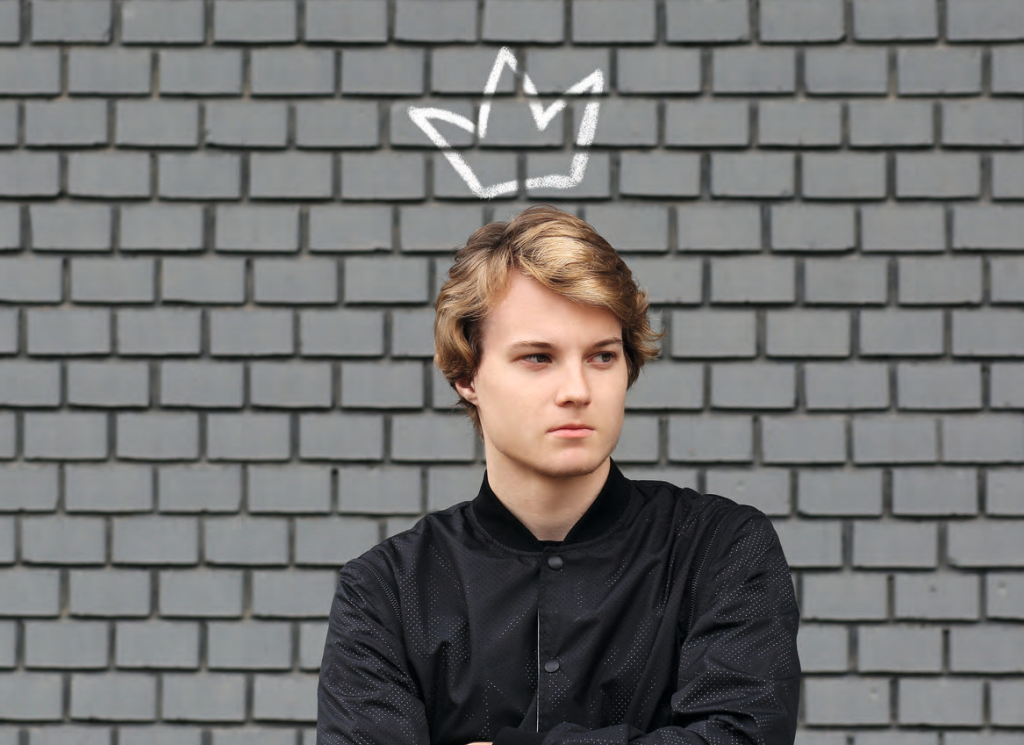
Le cadre d'inspiration militaire est l'occasion d'un apprentissage de la cohésion, du respect des règles, de la vie en société ; il favorise le partage des valeurs de la République. Autant de compétences transférables à l'entreprise.

Devenir citoyen

L'ÉPIDE forme aussi des citoyens. Les jeunes participent à des actions solidaires ou de protection de l'environnement. « L'idée c'est de faire de l'insertion socio-professionnelle. "Sociale" au sens de la place de chacun dans la société, avec des droits et des devoirs », note Cécile Bruneel, conseillère éducation et citoyenneté.

Et les résultats sont là ! Six à dix-huit mois après leur sortie, les volontaires sont 63 % à être en emploi ou en formation qualifiante. ■

Johan Garcia,
journaliste pour ÉPIDE



Graine de sel

Trop jeune pour être roi ?

L'histoire de la royauté en Israël est troublée et mouvementée. Peu de sources extérieures à la Bible nous racontent cette histoire qui est tout autant théologique que politique.

Avant la royauté, Israël était dirigé par des juges qui étaient plus des chefs militaires que juridiques, sorte de héros charismatiques ayant reçu le souffle divin. Un de ces juges est devenu célèbre. Il s'agit de Samson, popularisé par l'opéra de Saint-Saëns, *Samson et Dalila*.

Mais un jour le peuple se révolte contre ces juges qui sont devenus corrompus et demande au prophète Samuel un roi. Samuel alerte le peuple sur les dangers d'un pouvoir centralisé dans les mains d'un seul. Dieu accède, cependant, à la demande du peuple non sans les avoir mis en garde : « *Voici les droits du roi qui régnera sur vous : il prendra vos fils et il les affectera à ses chars et à ses attelages [...] Il prendra vos filles comme parfumeuses, cuisinières et boulangères. Il prendra le meilleur de vos chants, de vos vignes et de vos oliviers et il les donnera aux gens de sa cour....* ».

Devant ce despotisme annoncé, il ne servira à rien de crier car « *le Seigneur ne vous entendra pas* ». (1 Samuel 8, 10 à 22).

Le premier roi d'Israël se nommera Saül, choisi par Dieu et oint par Samuel. La Bible décrit ainsi Saül : « *Celui-ci était jeune et beau ; aucun des Israélites n'était plus beau que lui et il les dépassait tous d'une tête* » (1 Samuel 9, 2). Pourtant Saül va faire deux fautes militaires et religieuses qui déplaisent à Dieu, il est désavoué et Samuel est chargé de trouver un autre roi pour Israël. Dieu en pressent un nouveau et il envoie Samuel dans la

“

L'homme voit ce qui frappe les yeux, mais le Seigneur voit au cœur.

”

ville de Beth-Léhem chez un dénommé Jessé qui a huit fils. Ici l'histoire de la royauté prend une autre tournure. Quand les sept fils de Jessé passent devant Samuel, le premier d'entre eux, Eliab, semble, à cause de sa haute taille, avoir le profil de la fonction. Pourtant il ne fera pas l'affaire.

Contrairement au précédent roi, il ne faut plus juger les capacités sur les apparences : « *L'homme voit ce qui frappe les yeux, mais le Seigneur voit au cœur*. » (1 Samuel 16, 7). Les six autres fils passeront devant Samuel sans plus de succès. La personne qui finalement sera élue n'était même pas là au moment du choix : c'est David, « le petit », que l'on avait envoyé faire paître le troupeau.

Cette histoire du choix d'un roi inspirera beaucoup de contes enfantins et n'a sans doute rien d'historique. Le roi David a véritablement régné de -1010 à -970 environ, mais, aujourd'hui encore, historiens et archéologues s'interrogent sur l'étendue de son royaume. Comme souvent, la Bible nous offre un récit décalé sur les affres du pouvoir temporel et visible. Il est tout à fait remarquable que David, le roi d'Israël qui aura la notoriété la plus forte dans l'histoire du royaume, était celui absent au moment du choix. Celui à qui personne n'avait songé, parce que trop petit, trop jeune.

La Bible écrit une contre-histoire de l'humanité ; elle bouleverse les échelles et les grandeurs humaines, principalement sur la question de l'autorité. Au fond, pour la littérature biblique, l'autorité, en dehors de celle octroyée par Dieu, est toujours illégitime. David ouvre la généalogie qui donnera naissance à Jésus. Ce roi sans couronne qui naîtra dans une étable. Il ne faut pas voir ici, pour David ou Jésus, un culte du misérabilisme mais une parabole sur les dangers d'un pouvoir qui ne se réfère qu'à lui-même. ■

Brice Deymié,
aumônier national des prisons,
Fédération protestante de France



Julien Helaine / Hans Lucas

Dossier

La jeunesse en danger

D'une manière un peu provocatrice, certains affirment que le changement est la seule chose permanente et l'incertitude la seule certitude. Ces propos font écho à la pensée du sociologue Zygmunt Bauman qui dit que nous vivons actuellement dans « *des sociétés liquides* ».

« Dans une société moderne liquide, écrit-il, les réalisations individuelles ne peuvent se figer en biens durables car, en un instant les atouts se changent en handicaps et les aptitudes en infirmités¹. » Une des conséquences de cette société liquide postmoderne, c'est que les individus, déliés les uns des autres, sont exposés à des vulnérabilités nouvelles. Parce que les classes, les institutions, les structures sociales qui encadraient et protégeaient chacun se sont dissoutes.

La jeunesse subit de plein fouet cette société du désengagement issue du fracas de la Deuxième Guerre mondiale et de l'exposition dramatique de la face sombre du progrès. C'est la fin du grand rêve des Lumières et de ce lieu de convergence entre le progrès, la morale, l'éthique et le vivre ensemble. L'image du sujet aliéné, qui devait s'arracher à la partialité de

sa situation, de ses croyances, de ses aspirations, pour rejoindre l'universel, incarné par un État fort et protecteur, s'est effondrée avec la fin du communisme. Ce dernier nourrissait, il est vrai, un certain mépris pour l'individu et ses désirs, toujours soupçonné de véhiculer un égoïsme destructeur, mais croyait très fortement dans la force du collectif. Les drames du XX^e siècle ont mis à mal les pensées utopiques, et les jeunes, aujourd'hui, ne croient plus à la force du politique pour leur garantir une vie bonne.

L'autre grande idée qui vole en éclats, c'est celle de l'utilitarisme qui fait de la société une réunion d'hommes produisant les moyens d'un bonheur débattu. Les utilitaristes confiaient au législateur le soin de maximiser le bonheur de tous et de faire de la loi un étendard dressé comme un idéal moral pour chaque décision individuelle. Le collectif serait donc capable de classer de manière rigoureuse les composantes du

bonheur ; cette faculté naturelle s'appelle « la rationalité instrumentale ». C'est celle que les penseurs issus du siècle des Lumières vont opposer à la tradition du « droit naturel² ». L'idée qui sous-tend ce raisonnement, c'est que nous avons tous l'intuition qu'il existe un bien unique et que nous parviendrons à l'atteindre si nous exerçons en commun notre rationalité. Mais cette rationalité instrumentale va donner lieu progressivement à la rationalité managériale et, depuis un siècle, la gestion, subrepticement, s'est immiscée partout. Tout se manage, les entreprises et leurs salariés, mais aussi les écoles, les hôpitaux, les villes, la nature, les enfants, les émotions, les désirs, etc. La rationalité managériale est devenue le sens commun de nos sociétés et le visage moderne du pouvoir : de moins en moins tributaire de la loi et du capital, le gouvernement des individus est toujours davantage une tâche

¹ Zygmunt BAUMAN, *La Vie liquide*, Paris, Fayard, « Pluriel », 2013, p. 7.

² J. Bentham (1748-1832) et J.-S. Mill (1806-1873).



d'optimisation, d'organisation, de rationalisation et de contrôle.

En continuité, et en réaction à l'extension du domaine du contrôle gestionnaire, est né ce que Zygmunt Bauman appellera « *la modernité liquide* », terme qu'il préfère à celui de postmodernité. La vie liquide est précaire, vécue dans des conditions d'incertitude constante.

C'est une succession de nouveaux départs suivis par de nouveaux commencements mais qui ne conduisent généralement nulle part. Les anciens repères sociaux, facteurs de sécurité, se sont effondrés dans un monde totalement livré au consumérisme. Les économistes du ^{xix}^e siècle, dit Bauman, avaient pour idéal une économie stable. Ils pensaient que les besoins humains étaient en nombre fini, qu'on pouvait les compter et développer de nouvelles usines pour les satisfaire. Or, ce n'est pas du tout comme cela que les choses se sont passées, car plus il y a d'offres sur le marché, plus les désirs humains croissent. C'est pourquoi Bauman a utilisé la métaphore du liquide, « *parce qu'il ne peut garder une même forme longtemps*³ ».

Tous les attachements sont devenus révocables. Pour être présent au monde, le sujet défend l'idée de se désengager. Le désengagement est devenu un nouveau mode d'être. Le seul impératif de notre monde est celui de la mobilité, de l'adaptation à de nouvelles données qui se succèdent de plus en plus vite et de plus en plus souvent.

Une des conséquences de la « liquidité » de notre monde actuel est l'épidémie de nostalgie qui nous atteint. Zygmunt Bauman développe cette idée dans le dernier livre qu'il a écrit avant sa mort, *Retro-topia*⁴. Si le ^{xx}^e siècle a connu une certaine frénésie progressiste, pour le meilleur et pour le pire, le ^{xxi}^e siècle ne situe plus l'âge d'or dans un avenir radieux dont il faudrait hâter la venue. Le futur n'est plus le milieu naturel des espoirs et des attentes, mais il est devenu le réceptacle de tous les cauchemars.

L'individu contemporain est un Narcisse, poursuivi par la peur de la solitude, qui a le sentiment de vivre dans un monde terriblement dangereux. Bauman prédit alors que la réaction à cette peur de l'avenir prendra la forme d'une tribalisation. Sous pré-

texte de restaurer l'harmonie perdue du groupe, on en clôturera les frontières et on en expulsera les étrangers. On se retournera vers un passé mythique que l'on glorifiera comme l'époque rêvée d'une société ordonnée et consensuelle.

L'immense enjeu qui se présente aujourd'hui aux jeunes générations est de savoir qui doit et peut appliquer les grandes valeurs sur lesquelles nous sommes globalement d'accord : ne pas gaspiller nos ressources naturelles, la paix plutôt que la guerre... et donc résoudre le divorce croissant entre pouvoir et politique. Le pouvoir s'évapore dans l'espace global tandis que la politique reste locale et, comme l'exprime encore Zygmunt Bauman : « *Il n'y a pas de perspective de sortie de notre modernité liquide hors du développement d'institutions légales, juridiques, politiques et démocratiques tenant compte du pouvoir possédé par les forces déjà globalisées*⁵. » ■

Brice Deymié,
aumônier national des prisons,
Fédération protestante de France

3 Entretien à *Philosophie Magazine*, mars 2010.

4 Éditions Premier Parallèle, 2017.

5 Entretien à *Philosophie Magazine*, mars 2010.

Une jeunesse impatiente en révolte ou en danger

Peu d'époques ou de sociétés ont donné comme la nôtre le sentiment que la jeunesse était créditrice de droits avant d'être encouragée à des devoirs.

Tout, tout de suite ! Le passé est poussiéreux, inutile pour la modernité ; il ne faut pas trop s'en encombrer. Les réseaux sociaux sont là pour faire surgir à la demande des bribes de mémoire peu coordonnées qui ne laissent guère de place au minimum d'organisation temporelle. Leur responsabilité personnelle n'est pas en jeu.

Bousculés de façon permanente par des sollicitations diverses, des informations caduques le lendemain, il faut aux jeunes un esprit particulièrement solide et bien charpenté pour résister aux sirènes si séductrices de l'environnement. N'est pas Ulysse qui veut !

Avec ce paradoxe contemporain d'un individualisme, devenu un lieu commun, qui se conforme à des modes d'existence vestimentaires, alimentaires, festifs, particulièrement restreints parce que dominants. La consommation a compris leur extrême vulnérabilité et construit sans cesse son marché sur des arguments fallacieux tels que : « *Soyez vous-même* ».

Vulnérabilité qui peut conduire parfois, en l'absence de conformisme, à des conduites suicidaires. Il leur faut donc une grande force d'âme, beaucoup plus forte que celle des générations précédentes, pour

retrouver un engagement, une vocation, pour remettre en question des acquis de confort, une délégation permanente à des prothèses d'existence (écouteurs, addiction aux portables, substances psychotropes, évasion musicale, etc.).

Quelques signes, cependant, relativisent cette vision pessimiste. Ce sont les jeunes qui sont à l'avant-garde de l'alarme à propos du réchauffement climatique, qui dénoncent un marché omniprésent et dévastateur, qui sont en demande d'altruisme et prêts à changer le monde.

Seront-ils assez nombreux ? Ne perdront-ils pas vite cet idéalisme que l'on revoit surgir mais qui n'a plus d'assise politique ou religieuse possible ? Ne renonceront-ils pas à l'effort ou à l'abnégation nécessaires ?

Demeurons pleins d'espérance ! ■

Didier Sicard,
médecin





Les jeunes et la pornographie

Le numérique a bouleversé le cadre traditionnel d'éducation en faisant sauter un certain nombre de filtres. Les relations parents-enfants sont différentes, avec moins de contrôle des parents sur les activités de leurs enfants et une confiance basée sur le « baby-sitting » exercé par les portables.

Tout laisse croire aux parents, qui s'en satisfont, que le contact par téléphone est juste et qu'il suffit. Par ailleurs, le refus de beaucoup de parents de comprendre cette nouvelle technologie les isole de leurs enfants et les empêche d'exercer un contrôle parental qui serait naturel..

Les relations entre les jeunes ont aussi changé. Leur téléphone est devenu une extension de leur main et de leur cerveau jusque dans leur intimité. Il est très facile avec les réseaux sociaux de rentrer dans des groupes, de se faire valoir, en un mot « d'exister ». Or, il n'est rien de pire pour les jeunes d'aujourd'hui de ne pas exister aux yeux de leur communauté et de leurs pairs. L'escalade en matière de paris, de « cap', pas cap », se met en place quasi naturellement, d'autant que la publication des informations sur les réseaux assure en temps record les « j'aime » ou « j'aime pas » qui renforcent les jeunes dans cette attitude.

“

Ce fléau de l'hypersexualisation est d'autant plus destructeur qu'il abîme les jeunes.

”

Cet outil technologique les confronte au sexe sur le plan pratique, alors qu'en réalité, ces jeunes ne savent pas grand-chose. Ils fantasment, croient que « c'est comme ça qu'on fait », échafaudent des plans et, pour certains, les mettent en œuvre. On voit ainsi des jeunes filles qui, dès 13 ans, sont capables de s'exposer dénudées sur les réseaux, de se filmer en train de commettre des actes sexuels avec une inconscience absolue. On parle alors de « michetonnage », le fait d'agir comme une prostituée non professionnelle. C'est comme si le corps de ces filles était déconnecté d'elles-mêmes.

À force de regarder des séquences pornos sur l'écran de leur téléphone, des jeunes finissent par croire que ce qu'ils voient est l'expression de la sexualité et du plaisir. Ils n'ont aucune idée qu'une relation peut se construire avec d'abord une attirance, des discussions, du temps, avant que les relations physiques ne prennent place. Le sexe est partout, obsédant. La femme, ou

la fille, est devenue objet de consommation, ce qui pose un vrai problème de respect. Cette absence de limite et de respect – respect de soi et respect des autres – conduit sur le chemin de la prostitution. Certains arrivent même à commettre des actes dramatiques, pour les victimes comme pour eux-mêmes.

Ce fléau de l'hypersexualisation est d'autant plus destructeur qu'il abîme les jeunes, leur fait perdre confiance en eux puisqu'ils n'arrivent pas à reproduire les « exploits » qu'ils voient faire. L'estime de soi est pourtant une clef fondamentale de la croissance des jeunes et de leur épanouissement.

Les directeurs et proviseurs de collèges et lycées constatent partout cette problématique. Pour lutter contre ce fléau, certains établissements proposent une éducation dite « affective et sexuelle », en dissociant garçons et filles, de façon à respecter les différences de maturité et de compréhension pour permettre aux jeunes de parler librement sans craindre le regard de l'autre.

Il est urgent que la société comprenne à quel point les jeunes sont abîmés par l'envahissement de cette hypersexualité, et combien il leur sera plus difficile d'être heureux et épanouis. Il est tout aussi urgent que les parents apprennent à parler d'amour à leurs enfants. ■

Béatrice Belliard,

réductrice du blog beatricebelliard.com

Cache-moi ce corps que je ne saurais voir

Le corps sera abordé, ici, à travers la double perspective de la sexualité et de la migration musulmane. La sexualité renvoie souvent à des théories culturelles en rapport avec la fertilité et la fécondité.

Sur le plan anthropologique, la femme, c'est-à-dire la mère, constitue le lien essentiel de la notoriété, de la solidarité et de la continuité familiale. Il importe donc par-dessus tout à sa famille, comme à celle du mari, que cette contribution soit pure, nette et irréfutable et sans faille.

Accepter d'aborder la question de la sexualité, c'est accepter la possibilité de naissances hors mariage et mettre en péril le patrimoine familial et la structure sociale communautaire ainsi que retirer à la famille tout droit d'intervenir dans le choix de l'alliance.

Comme accepter au sein de la famille l'éventuelle liberté sexuelle des filles contribuerait à ébranler le tabou de l'inceste, armature contradictoire dans la volonté farouchement endogamique et la ségrégation des sexes qui caractérisent les sociétés musulmanes.

Lié aux données socio-culturelles, l'acte sexuel est valorisé, voire survalorisé, dans le mariage, et non bridé comme dans la tradition judéo-chrétienne. La tradition culturelle musulmane a tendance à valoriser la sexualité tant que celle-ci ne met pas en cause ses structures. Cette position est difficile à maintenir en tous lieux et en tout temps. Enfin, le tabou du corps de l'autre reste l'une des caractéristiques majeures de la vie sociale. Pourtant le corps apparaît valorisé dans la vie sexuelle, contrastant ainsi avec la paradoxale absence de tabou vis-à-vis du corps ou de la sexualité, illustré par les contes et poésies populaires et relevé à certains moments de la vie sociale, comme les accouchements ou les séances aux bains maures...

En fait, ces éléments montrent l'investissement du corps comme source de toute richesse, élément retrouvé dans la fréquence des aspects de somatisation chez les femmes et expliquant parfois la gravité des symptômes. Vis-à-vis de la tradition islamique, la femme est impure lors de son cycle, elle devra même s'abstenir de jeûner durant cette période physiologique pendant le mois du ramadan. Seules, les grossesses, l'élevage des enfants au cours desquels l'allaitement maternel très prolongé bloque généralement le cycle, la vieillesse et la ménopause, éventuellement sanctifiées par le pèlerinage, confèrent à la femme la pureté.



Le tabou du corps de l'autre reste l'une des caractéristiques majeures de la vie sociale.



Les représentations peuvent se figer et rester sur le modèle emporté par les familles lors de leur départ.

Dans ce contexte, la problématique de la sexualité référée aux populations migrantes (surtout chez les jeunes) est indissociable du mouvement d'évolution radicale du vaste puzzle social.

Les résistances au changement vont croissant et prennent souvent pour cible la femme. Celle-ci, traditionnellement garante des valeurs et traditions et en même temps agent des alliances restreintes, est brusquement projetée sous les feux de la rampe. Elle décide de plus en plus d'y rester, même si pour un temps, elle choisit

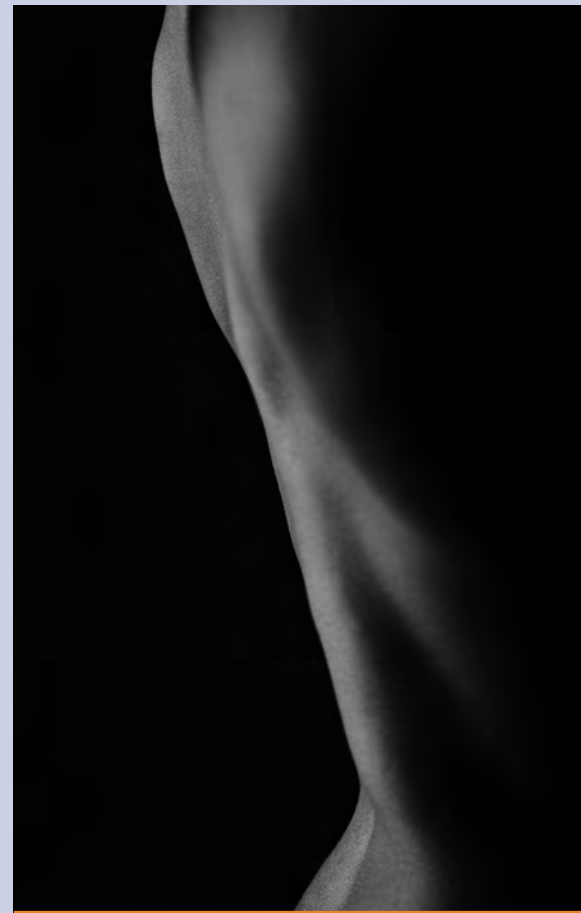
Que se passe-t-il dans la migration ?

Si les éléments anthropologiques rapportés peuvent paraître statiques à la description, ils n'en restent pas moins opérants pour beaucoup de migrants.

éventuellement un attribut symbolique, voire polémique (tel le voile chez les jeunes filles musulmanes) – dont on oublie trop qu'il marque, non le retour à la tradition culturelle, mais la rupture avec la culture parentale et souvent l'irruption dans l'espace social extérieur.

Désir – interdit – culpabilité, termes clés du positionnement œdipien sont au centre de ce mouvement individuel qui va s'accéléralant et s'amplifiant au plan groupal. Les réactions agressives sont d'autant plus importantes qu'émergent chaque jour les évolutions et particulièrement la rupture entre les générations. Partant de là, de plus en plus souvent, la dynamique de confrontation tradition-modernité, avec tous les clivages et toutes les nuances que ce type de dialectique présuppose dans un contexte socio-culturel évolutif, va s'exprimer à travers le corps. ■

Taieb Ferradji,
pédopsychiatre



La Mission populaire de Trappes aide à l'insertion des plus jeunes

A la Mission populaire de Trappes, de nombreux jeunes et enfants (plus d'une centaine) sont accueillis chaque année et la question de leur insertion – à l'école, dans la société, dans la ville et au-delà – préoccupe chacun des acteurs, bénévoles et salariés de l'association.



Ils nous sont confiés par leurs parents, parfois eux-mêmes très démunis et en difficulté d'insertion : le manque de maîtrise de la langue française, l'impossibilité de lire ou d'écrire, l'incompréhension face à une laïcité mal comprise qui les relègue encore davantage dans leurs communautés d'origine au lieu de tenter de valoriser ce qu'ils peuvent apporter de positif à leur pays d'accueil, le décalage qu'ils ressentent entre leur culture d'origine et la culture française, tous ces facteurs induisent aussi des difficultés d'ordre éducatif.

“

Comment leur redonner confiance, envie d'aller de l'avant, de s'intégrer et d'assumer pleinement ces identités « multiples » qui les constituent et font toute leur richesse ?

”

Quant à leurs enfants, ils naviguent comme ils peuvent entre ces deux cultures, celles de leurs parents ou grands-parents, celle de la société française, dans laquelle ils se sentent



stigmatisés (et encore davantage pour ceux qui pratiquent la religion musulmane depuis les attentats de 2015 et 2016). Certains – et ils sont nombreux ! – sont en difficulté pour construire sereinement leur propre identité... Ils ont perdu les repères de leur culture d'origine et ne savent pas comment intégrer ceux de la société française sans pour autant renier une partie de ce qu'ils sont. Comment, dès lors, leur redonner confiance, envie d'aller de l'avant, de s'intégrer, et d'assumer pleinement ces identités multiples qui les constituent et font toute leur richesse (français et musulman et d'origine maghrébine ou indienne et...) ? Ces difficultés d'intégration sont souvent productrices de préjugés ou d'attitudes racistes, antisémites,

et engendrent encore davantage de communautarisme.

Des problèmes et des solutions

Que faire ? Quelles solutions adopter ? Comment faire évoluer positivement cet état de fait ? Nous n'avons sans doute pas, à la Mission populaire, trouvé de recette « miracle » mais quelques éléments nous semblent importants à prendre en considération dans la relation que nous tissons avec eux :

- La valorisation et le respect :
Moussa, 12 ans, n'a pas envie de travailler et me fait comprendre à demi-mot que « ça ne sert à rien, que [sa] mère

est femme de ménage, qu'il ne se fait pas d'illusion sur la suite... ». Je lui explique alors que j'admire beaucoup sa maman, qu'elle a une force extraordinaire (que je n'ai pas...) pour se lever chaque matin à 5 heures et aller faire le ménage à Paris dans des bureaux déserts, y retourner le soir et assurer ainsi une vie décente à ses enfants ; qu'elle a encore la force et l'énergie de se préoccuper de leur scolarité, de les inscrire à la Miss pop pour qu'ils fassent leurs devoirs, de téléphoner régulièrement pour savoir comment ça se passe, etc. Le regard de Moussa change alors... « OK, je me remets au travail ». Il a senti, dans mes propos, de la sincérité et un vrai respect pour sa mère, dénigrée par la société française qui ne valorise pas ces parcours, cette énergie, cette force.

- L'amour et l'accueil : l'amour ici n'est pas un amour « bisounours », un amour mièvre qui nous fait regarder l'autre à la manière des dames patronnesses d'une époque révolue. Ce n'est pas l'amour condescendant, c'est l'amour exigeant. On constate, dans bien des banlieues, la dérive qu'a parfois suscitée l'embauche systématique de jeunes animateurs de la même culture et origine que les enfants qu'ils avaient à encadrer. Les fameux « grands frères », qui certes connaissaient le contexte de vie des jeunes, mais ne les tiraient pas vers le haut : vocabulaire identique, tenue vestimentaire identique, etc.

À la Mission populaire, nous avons l'ambition de tirer ces jeunes vers le haut, tout simplement parce qu'ils en sont dignes comme tout un chacun. Alors oui, parfois, comme dit Maïmouna : « Tu parles comme au théâtre », mais c'est aussi de cette façon que ces jeunes vont progresser et acquérir de plus grandes capacités d'expression et de nuance, et « Oui, tu vas recommencer cet exercice, c'est très mal écrit et tu peux faire mieux » et oui Samira, « Tu vas poursuivre tes études et finir ton BTS, parce que tu es parfaitement capable d'aller jusqu'au



bout même si c'est difficile, c'est une priorité pour toi... ».

- L'accès à la culture et à la citoyenneté : Il nous semble également essentiel de donner à ces jeunes la possibilité d'accéder à une culture de qualité, de les éveiller au « beau » et de leur faire prendre conscience de leur statut de citoyens à part entière, avec des droits et des devoirs. Nous avons ainsi organisé un voyage à Cracovie au cours duquel une dizaine de jeunes ont découvert une grande ville européenne, une histoire riche, et notamment celle de la communauté juive. Tout un travail préalable avait été effectué avec ces jeunes sur le racisme et l'antisémitisme.

- Apprendre à vivre ensemble à la Miss pop ne reste pas un vœu pieux mais est une réalité du quotidien. Et cela plus particulièrement lorsque chaque année, en juillet, nous emmenons en séjour – loin de la ville, dans des lieux à découvrir – plusieurs familles : parents et enfants d'origines

différentes où tout le quotidien se partage et se fait ensemble.

Développons, encore et toujours plus, l'amour exigeant, le respect, la confiance. Valorisons les cultures d'origine de ces jeunes, tout en leur permettant de prendre le recul nécessaire à une véritable liberté d'expression et de critique, et les parcours de leurs parents, faits d'abnégation et de courage. Donnons-leur la chance et l'envie de s'intégrer tout simplement ! ■

Valérie Rodriguez,
directrice de la Fraternité Mission
populaire de Trappes

Pour en savoir plus :

Tél : 01 30 51 89 95.

Courriel : misspoptrappes@orange.fr



**Éclaireuses
Éclaireurs
UNIONISTES** de FRANCE

La jeunesse s'engage engagez-vous pour la jeunesse

« Jeunesse en première ligne de la crise », « L'emploi des jeunes alarmant », « Une génération mal dans sa peau »... la société, l'État, les médias n'ont cessé de cibler « la jeunesse » comme une priorité absolue.

Au regard d'une image très défaitiste de cette jeunesse et de son avenir, par opportunisme ou par réelle volonté d'améliorer la situation, les relations entre les jeunes et la société sont au centre des préoccupations, et ce depuis de nombreuses années.

Les conséquences sont multiples : évolution continue des programmes scolaires ; création par l'État d'outils comme le Service national universel, redécoupage de la mission jeunesse au sein des institutions... si certains objectifs sont louables, les mises en œuvre sont souvent très discutables. À se demander s'il y a une réelle cohérence entre préoccupations et solutions...

Or il existe des lieux irréductibles où la vision de la jeunesse semble moins terne, où l'engagement est bien présent, où la mixité se vit et où la jeunesse n'est que force de proposition, d'initiative : le scoutisme en fait partie.

« *La jeunesse s'engage, engagez-vous pour la jeunesse* », tel est le message que les Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France ont porté grâce au projet « Esprit scout » lors de la Route du Rhum 2018.

Car, oui, nous en sommes convaincus et témoins : les jeunes s'engagent ! Le

projet même du scoutisme repose sur la notion de l'engagement, c'est l'un de ses fondamentaux et ce sont 120 000 scouts en France et près de 50 millions de par le monde qui le vivent.

Dès 8 ans, nous invitons les enfants puis les jeunes à s'engager dans un groupe en prononçant leur promesse ; un geste fort, qui peut sembler symbolique, mais invite surtout à agir pour les autres. C'est là le sens de l'engagement, qu'il soit sur des valeurs ou dans la société. Il est l'aboutissement d'un parcours, de rencontres ou encore de révoltes.

“

La vie d'une éclaireuse, d'un éclaireur, est jalonnée d'instantanés pour lui permettre de se connaître et se reconnaître.

”

la promesse (pour l'arrivée dans le groupe), les talents ou pistes (projet personnel) ou encore la passerelle (rite de passage d'entrée dans la guilde pour les plus de 14 ans) – est marqué par des instants de fête, de valorisation ou encore des actes symboliques. Le jeune parcourt des étapes, des rites et c'est par là-même qu'il construit ou approfondit sa capacité à s'engager pour les autres, dans la société, sur des valeurs. Ces étapes clefs sont structurantes pour lui et s'il est bien un lieu et un cadre où il peut les franchir, c'est dans le scoutisme.

Cet engagement des jeunes existe, et nous nous efforçons de le rendre possible grâce à notre projet : former des citoyens, engagés et solidaires, soucieux de leur environnement. Mais ce chemin ne se fait pas seul. Nous y accompagnons les jeunes par une posture pédagogique qui s'articule en trois temps : les reconnaître en tant que personnes dans un collectif, appuyer leur progression personnelle et enfin identifier leurs compétences. La vie d'une éclaireuse, d'un éclaireur est jalonnée d'instantanés privilégiés pour lui permettre de se connaître et se reconnaître. Chaque moment important – une remise de foulard,

Pour ma part, à la place que j'occupe, je suis de plus en plus ébahie par la capacité de la jeunesse à s'engager, se positionner et innover. Une question demeure, cependant : leur donnons-nous les outils et la place pour le faire, dans une société où l'immédiateté et le profit l'emportent sur la richesse de l'émerveillement et des relations humaines ? ■

Nadine Marchand,
secrétaire générale des EEuDF

Jeunesse et justice : protection et prévention avant sanction

On entend dire souvent que la délinquance des jeunes explose et que la justice peine à faire face ou serait laxiste. Or, s'il est exact que les mineurs, et surtout les jeunes majeurs (18 à 24 ans), représentent 38 % des condamnés en 2017, ce pourcentage est stable depuis 2007.



Face à cette délinquance, avant de sévir, la justice tente de prévenir pour éviter les réitérations d'actes délictueux qui conduisent progressivement à la condamnation. Cela passe d'abord par la protection des jeunes en danger, qui peuvent être attirés par la délinquance et ses facilités. Cela passe ensuite, pour ceux qui entrent dans la délinquance parfois très jeunes, par des mesures alternatives à la présentation devant la justice des mineurs, et si nécessaire par des mesures, notamment éducatives, décidées par le juge des enfants.

La protection des jeunes en danger, notamment dans des situations familiales déficientes, est un sujet préoccupant : 105 000 mineurs en 2006, 120 000 en 2017, sont suivis par les juges des enfants. Ils décident des mesures éducatives d'accompagnement de différentes natures,

confiées à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), à l'aide sociale à l'enfance, à des associations agréées et à des familles d'accueil (123 000 enfants placés en 2017).

La délinquance des jeunes concerne très majoritairement les garçons, surtout impliqués dans les vols (34 % en 2017), les violences (20 %), les dégradations (11 %) et les stupéfiants (9 %). Face à cette délinquance, la justice a évolué. Elle est plus sévère car elle apporte une réponse pénale dans 93 % des cas contre 77 % en 2001, grâce notamment au recours croissant aux mesures alternatives. Ordonnées par le procureur de la République, elles visent à aider les jeunes à redresser leur comportement pour qu'ils n'aillent pas plus loin. Les mineurs sont présentés à un délégué du procureur, avec leurs parents, mis en garde formellement et signent un document d'engagement

qui restera trois ans dans les fichiers, mais sans inscription au casier judiciaire. C'est le rappel à la loi, complété souvent par des mesures de réparation pénale confiées aux unités éducatives en milieu ouvert de la PJJ. Ils peuvent aussi indemniser les victimes des dégâts qu'ils ont causés, et les parents paient, avec un effet pédagogique certain. Ces mesures sont notifiées dans des délais très courts, 3 à 4 mois, ce qui est important pour les mineurs dont il convient de traiter le cas avant que les choses ne s'aggravent. En 2001, ces mesures représentaient 23 % des réponses pénales, actuellement environ 55 %. Si, malgré ces mesures alternatives, les intéressés persistent, ou si les infractions commises sont graves, ils sont confrontés au juge des enfants, en cabinet ou au tribunal des enfants, avec des mesures plus sévères, y compris la prison dans environ 10 % des cas.

L'ensemble de ces mesures semble assez efficace puisque les deux tiers des mineurs concernés ne reviennent plus en justice. Quant à ceux qui poursuivent dans la délinquance, surtout quand ils auront atteint leur majorité, le ton changera : ce ne sera plus de l'aide éducative, de la pédagogie, mais de la sanction.

La justice des mineurs apparaît donc plus protectrice et préventive que répressive. Jusqu'au bout, le corps judiciaire et ses partenaires tentent de les remettre dans le droit chemin. Après, à 18 ans, la justice joue son rôle traditionnel. ■

Jean-Paul Le Bourg,
délégué du procureur de la République,
tribunal de grande instance de Nanterre.



Questions à

Marc JUSTON

Magistrat honoraire, ancien juge aux affaires familiales, il est aujourd'hui médiateur, formateur et membre du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge.¹ Marc Juston plaide pour un changement de paradigme lors des règlements de conflits parentaux devant la justice familiale, afin que l'intérêt de l'enfant soit toujours réellement protégé.

De plus en plus, les juges aux affaires familiales doivent se prononcer sur la résidence de l'enfant face à des situations de dysfonctionnement parental grave. Quels sont les enjeux ?

Marc Juston : Les séparations sont de plus en plus nombreuses et très souvent, les juges aux affaires familiales constatent que les parents règlent leurs comptes entre adultes, au détriment du bien-être de leurs enfants. Les situations de dysfonctionnement parental grave, que le monde médical nomme syndrome d'aliénation parentale, sont également de plus en plus nombreuses. Un parent aliène son enfant pour que celui-ci haisse son autre parent. Ce parent est tellement en souffrance qu'il ne voit souvent pas qu'il fait souffrir son enfant, qu'il croit par ailleurs protéger. L'enfant, sous emprise, est « coincé » entre ses deux parents et se retrouve en conflit de loyauté. Pour avoir la paix, il choisit l'un des deux parents et les conséquences psychiques sur lui sont très graves. Devant cette situation, le législateur demande aux magistrats de trancher en prenant en compte l'intérêt supérieur de l'enfant. Or, cette notion n'est pas définie dans le Code civil, elle est laissée à l'interprétation et la perception des magistrats, qui ne sont pas des ordinateurs.

¹ Organisme consultatif du ministère des Solidarités et de la Santé, le HCFEA est chargé d'animer le débat dans la société et d'éclairer les pouvoirs publics sur les questions relevant de ce ministère. Marc Juston a publié divers articles, et notamment « Le syndrome d'aliénation parentale : éléments de réflexion d'un Jaf » et « De la résidence alternée à l'aliénation parentale, de la coparentalité à la déparentalité – Le dysfonctionnement parental grave ».

Ce sont aussi des professionnels indépendants juridictionnellement, à qui le ministère de la Justice ne peut pas donner d'instructions. Notre système judiciaire est de plus formaté et peut créer de l'aliénation parentale en aggravant le conflit initial par la procédure. Il est aussi plutôt conservateur en favorisant la résidence chez la mère. Dans chaque situation, le juge ne doit pas faire du prêt-à-porter, mais du sur-mesure en respectant la coparentalité et l'intérêt de l'enfant.

La justice est aussi le reflet de la société, n'est-ce pas ?

M.J. : La société est de plus en plus violente et les personnes règlent leurs conflits de cette manière. Les parents n'ont pas encore appris à les gérer d'une façon apaisée et les personnes pensent à tort que la décision du juge aux affaires familiales va les résoudre une bonne fois pour toutes. De plus, la médiation familiale ne fait pas encore totalement partie de la culture judiciaire. Les juges et les avocats, pour la majorité d'entre eux, n'y sont pas formés. Les juges aux affaires familiales ont, en outre, de plus en plus de situations à traiter avec de moins en moins de temps pour le faire. Le problème, c'est qu'on commence toujours par la fin en allant voir le juge et c'est souvent trop tard dans le processus de résolution du conflit. Dans la société, on est plus enclin à faire de la réparation que de la prévention. Utiliser la médiation familiale dès la séparation, c'est faire de la prévention. Pour cela, parents, avocats, magistrats, psychologues, médiateurs, enseignants et médecins doivent travailler ensemble².

Quel rôle les parents peuvent-ils jouer ?

M.J. : Les parents doivent être responsabilisés et ne doivent pas tout attendre de la justice. Plutôt que d'aller d'emblée devant un juge, ils devraient d'abord songer à la médiation familiale pour résoudre leur conflit. Même si cette démarche est difficile, la médiation familiale permet de faire reconnaître aux parents qu'ils n'ont pas le droit de faire souffrir leurs enfants et qu'ils sont en capacité de résoudre par eux-mêmes leur séparation. Un enfant a besoin d'avoir accès à ses deux parents pour grandir et devenir un adulte.

Propos recueillis par Fabienne Delaunoy, journaliste

² Marc Juston a expérimenté une approche interdisciplinaire des séparations parentales à hauts conflits au tribunal de grande instance de Tarascon lorsqu'il y était président et juge aux affaires familiales. En 2014, il a créé un groupe de réflexion sur le thème du dysfonctionnement parental grave, et il a présidé, à la demande du ministre de la Famille, un groupe de travail : « Médiation familiale et contrat de coparentalité ».

L'orientation des élèves, un sujet essentiel souvent **mis à mal**

Armelle Nouis¹, proviseure d'une cité scolaire (collège et lycée) dans le xx^e arrondissement parisien met l'accent sur l'orientation des élèves dans son établissement, tout en faisant face aux barrières culturelles et structurelles.

« **L'**orientation au collège et au lycée doit faire partie d'une culture à développer dans les établissements et dans les familles », milite Armelle Nouis. Le bulletin officiel du 18 avril dernier a donné une recommandation à titre indicatif, mais de façon marquée, sur l'accompagnement à l'orientation. Mais cet accompagnement n'est pas financé et il n'y a pas de plage dédiée. Il se pratique sur les heures de cours. Aujourd'hui, annuellement, les 4^e ont 12 h dédiées à l'orientation, les 3^e, 36 h et les 2^{de}, 54 h. Dans la cité scolaire de la proviseure, l'équipe éducative et les parents n'ont pas attendu cette recommandation pour mettre en place des pratiques, expérimenter des actions, et ce, depuis plusieurs années.

Travail sur la connaissance de soi

Dans une classe de 3^e, un temps dédié à l'orientation, deux heures par semaine, a été expérimenté. Les élèves ont travaillé sur la connaissance et l'estime de soi ainsi que sur la connaissance des métiers et des filières. Néanmoins, le bilan est mitigé, selon Armelle Nouis : « *Les élèves avaient du mal car ce temps dédié se passait le vendredi après-midi et les élèves trouvaient ça injuste qu'ils finissent plus tard que leurs autres camarades.* » En outre, selon la responsable d'établissement, il peut s'avérer compliqué de mobiliser les collégiens, pour qui l'orientation n'est pas la principale préoccupation. « *Ils aiment bien l'apprentissage de la connaissance de soi mais moins la connaissance des métiers, surtout quand ils n'ont pas encore de projets.* » Le dispositif



a été élargi l'année suivante à toutes les classes de 3^e mais il ne sera peut-être pas reconduit. « *Ce n'est pas facile de l'ajouter à l'emploi du temps et tous les professeurs ne jouent pas le jeu, car, pour certains, ce n'est pas dans leur culture, ils n'y ont pas été formés* », explique Armelle Nouis.

Ne pas enfermer dans un schéma

Pour elle, il faut amener les jeunes à s'interroger sur ce qui les intéresse sans les enfermer dans un schéma, dans une voie qu'on voudrait pour eux, et sans les traumatiser. « *Les jeunes doivent être acteurs de leur orientation.* » En 1^{re} et en terminale, les familles sollicitent souvent un entretien. « *Et nous y travaillons davantage qu'auparavant, souligne Armelle Nouis. Le choix pour la spécialité se fait dès la 1^{re} mais nous disons aux parents et aux élèves, attention tout n'est n'est pas fait à ce moment-là. Les parents doivent faire confiance à leurs enfants pour qu'ils choisissent ce qu'ils aiment et qu'ils ne soient pas trop stressés par rapport aux enjeux. Avec la réforme du lycée, on avait peur que les filières se reconstruisent et que la filière S écrase les*

autres mais non. Un tas de combinaisons se fait. »

Le rôle des parents

Les parents ont en effet aussi un rôle à jouer. Dans le lycée parisien, ils organisent un forum des métiers dans lequel les intervenants extérieurs sont sélectionnés pour leur diversité et leur motivation à transmettre et expliquer leur métier et leur parcours. « *Les jeunes se rendent compte que les parcours ne se construisent pas en ligne droite, qu'il peut y avoir des détours et que cela n'est pas grave. Je conseille aux jeunes, dès qu'ils rencontrent des adultes, de leur poser des questions sur leur activité professionnelle et comment ils en sont arrivés là.* »

Les étudiants des établissements d'enseignement supérieur viennent aussi à la cité scolaire pour parler de leur choix et de leur motivation.

Et Armelle Nouis de conclure : « *On ne manque pas d'outils, des idées intéressantes existent, à nous tous de nous en emparer.* » ■

Fabienne Delaunoy,
journaliste

¹ Elle est également l'auteur d'un ouvrage sur le collège à destination des parents : *Le collège à bras-le-corps*, éditions des îlots de résistance, 2009 et coauteure de *Réforme du baccalauréat : attention au hors-sujet !* pour le think thank Terra Nova en 2018.



Les enfants des rues de Barbès

« Ensemble, un nouvel élan pour combattre l'inacceptable ! »

L'arrivée des « enfants des rues de Barbès » a, depuis près de trois ans, troublé violemment le quotidien de l'ensemble des acteurs affectés par ce phénomène inédit. Tous les observateurs nous interrogent : qui sont ces jeunes – très jeunes pour certains ?

Certains d'entre eux nous disent ne plus avoir de famille au Maroc. Leurs parents décédés, ils ont préféré partir, car ils n'avaient plus d'avenir là-bas. Réalité ou discours préconstruit pour brouiller les pistes ? Difficile pour nous de dénouer le vrai du faux. Les réseaux sociaux sont leur principale source d'information. Ceux qui ont gagné l'Europe s'exhibent sur les photos et les vidéos devant les téléphones volés, avec des billets de banque, habillés de vêtements de marque, devant de belles voitures (comme si elles leur appartenaient). Autant d'occasions valorisantes pour cacher leur misère, faire croire que tout va bien et que le risque en valait la peine.

Quelles solutions ?

Face à un tel défi sociétal, le CASP a démontré sa capacité à répondre à la complexité de la situation. Il y a d'abord l'environnement : la Goutte d'Or, un quartier encadré par des mesures de protection, de sécurité et de politique de la ville, mais qui est aussi d'une vitalité économique et associative rare et précieuse en matière de développement et de vivre-ensemble. Les habitants de ce bout du XVIII^e arrondissement sont attachés à leur quartier, à sa mixité et à sa tradition d'accueil.

En s'installant dans un square et dans les rues de la Goutte d'Or, ces jeunes ont ébranlé cet équilibre.

Les habitants, d'abord dans une empathie mêlée de stupeur à leur arrivée, se sont rapidement sentis pris en otages par ces enfants, montrés du doigt dans la presse comme drogués, délinquants, stigmatisant davantage ce quartier populaire qui n'avait pas besoin de plus de publicité négative. Comme il est arrivé à un seuil dans sa capacité à absorber, la tension n'a fait que grandir.

La Ville de Paris, déjà confrontée au flux d'arrivée d'enfants d'une population précarisée qui installe ses campements sur l'espace public, doit faire face désormais à celui d'enfants isolés et tout aussi précarisés.

En nous engageant dans ce projet, nous ne l'avions pas évalué sous l'angle des risques mais plutôt sous celui des opportunités : celle d'innover, au moment où les contraintes budgétaires demandent au travail social de se réinventer ; celle aussi de sortir du cloisonnement institutionnel.

Mission impossible ?

La poursuite de ces objectifs dépend de la libre adhésion des jeunes et passe par l'instauration d'un climat de confiance. Pour cela, un travail

de rue est effectué dans la journée par une maraude qui propose à ces jeunes un accompagnement adapté et une assistance. Notre présence régulière parmi eux, cette façon d'« habiter » symboliquement le quartier facilitent l'échange et la création de liens, préludes à tout accompagnement éducatif.

En ce qui concerne la violence et la délinquance de ces jeunes, s'il est entendu que nous n'avons pas pour mission de faire régner la sécurité publique mais de créer un lien éducatif, nous sommes toutefois conscients des risques délictuels qu'ils prennent et nous travaillons à les rendre responsables de leurs actes. La Protection judiciaire de la jeunesse, le parquet des mineurs et la cellule MIE des avocats de Paris sont nos principaux partenaires dans cet accompagnement judiciaire.

Notre mission la plus difficile consiste à soutenir l'accès de cette population aux dispositifs d'hébergement et de prise en charge de l'ASE, car la majorité refuse ces règles qu'elle vit comme des contraintes. ■

Chansia Euphrosine,
directrice

Pôle Lien social de proximité du CASP



et qui fonctionne avec une tarification solidaire. Tout le monde est donc bienvenu et autant qu'il le veut (pas comme dans une épicerie sociale). D'autre part, Episol tente de se fournir en produits locaux ou anti-gaspi au maximum.

Avoir pu faire une immersion de 9 mois dans le magasin m'a appris beaucoup de choses sur les associations et comment elle fonctionnent entre elles (beaucoup de partenariats avec les autres acteurs de quartier), sur l'animation avec un public défavorisé par la société, et une sensibilisation sur l'alimentation écoresponsable en général.

Un engagement qui m'a tellement plu que je suis aujourd'hui devenu bénévole et membre du CA d'EPISOL.

Julie Dollat,
engagée au Diafrat
de l'entraide
de la paroisse protestante
unie de Port-Royal à Paris

Ces jeunes qui s'engagent

Ils et elles ont entre 16 et 26 ans et sont bénévoles. Ils et elles ont accepté de témoigner sur leurs activités et leurs engagements.

Merlin Lefebvre,
engagé chez Episol
à Grenoble

Je me suis engagé cette année, via le service civique en France, dans la petite association d'Episol dans la ville de Grenoble pendant 9 mois. Ce fut un engagement plus qu'enrichissant car j'ai pu entrer à part entière dans le dispositif tout en ne sentant aucune

pression et en restant maître de mes choix. Ce fut un engagement qui m'a permis de m'intéresser à mon rythme et de pouvoir suivre parfois mes propres projets, le tout accompagné par une bonne équipe qui avance toujours.

Pour info, Episol est une petite épicerie de quartier, qui tend à s'étendre avec d'autres dispositifs dans la ville



Je travaillais comme vendeuse sur un marché, quand une cliente, Florence Daussant, présidente du Diafrat, apprenant que j'étais étudiante en chant au conservatoire, me proposa de venir animer le temps musical des goûters du samedi. Cette proposition m'enthousiasma. La musique pour

moi prend tout son sens dans le partage et l'échange. Si j'étais enthousiaste, j'avais aussi quelques craintes. Comment devais-je m'y prendre ? Que chanter ? Quels styles ? Dans quelles langues ? J'avais peur d'être à côté, de ne pas réussir à créer un lien. J'étais impressionnée par les histoires, et les épreuves que ces personnes avaient traversées. Je me disais que mes chansons allaient être bien ridicules. Ces moments musicaux se sont finalement avérés des moments de partage extrêmement forts. Brisant toutes les barrières, la musique nous a simplement réunis. Ces moments m'ont profondément touchée.

Maksalina Youchaeva, étudiante en LEA à la Sorbonne

J'ai 19 ans. En octobre 2015, nous avons été invités à un goûter convivial organisé par le Diafrat. Nous étions alors en situation de demande d'asile.

Ce jour-là, il y avait beaucoup d'invités russophones mais pas de traducteur. D'origine tchéchène, j'ai assuré la traduction du russe et du tchéchène en français, entre l'équipe du Diafrat et les invités. La responsable de l'accueil, Florence Daussant, m'a proposé d'intégrer l'équipe et de prendre le rôle de traductrice, ce que j'ai accepté avec plaisir.

Au début, j'étais stressée de ne pas bien comprendre certaines choses à cause des difficultés que j'avais en français. Je me demandais si je réussis à être à la hauteur.

Aujourd'hui je peux dire que faire du bénévolat au sein de cette association m'a permis d'avoir plus de confiance en moi. Je rencontre de nouvelles personnes et chacune d'entre elles a sa propre histoire qui contient toujours une part de rappel pour moi : nous sommes passés par là avec ma famille et nos histoires se ressemblent. Mais ce qui me donne envie de continuer à être bénévole, c'est

le fait que nous formons une famille avec toute l'équipe. J'ai tissé des liens très solides avec tous les membres. Je me rends compte que je suis utile et que je fais partie de quelque chose d'important.

Les points forts sont le contact avec les gens, la communication et les nouvelles rencontres. Mais il y a aussi les difficultés : quand il y a beaucoup de personnes, il faut savoir être rapide et efficace. Il faut être bien organisé.

Lou, 16 ans, lycéenne à Paris

J'ai découvert l'association Diafrat il y a un an lorsqu'on a proposé à notre groupe de rock d'y donner un concert pour des familles exilées. Ce fut mon premier contact avec le milieu associatif. Je souhaitais depuis longtemps m'engager auprès des jeunes, mais ce n'est qu'après avoir discuté avec les membres du Diafrat que ma vision du bénévolat s'est concrétisée et que j'ai décidé de m'y mettre.

Mon rôle, au sein de L'Aide à Aimer Apprendre, est d'accueillir un groupe d'enfants pour les aider à étudier. J'ai découvert que l'apprentissage ne se faisait pas que dans un sens. En discutant avec ces enfants de sujets qui m'étaient inconnus, je me suis rendu compte qu'ils avaient eux aussi à m'apporter, et je pense que cela leur permet de prendre conscience de leur légitimité et d'acquérir une certaine confiance en eux. Cet engagement fut pour moi très formateur, j'ai pu notamment travailler ma pédagogie et ma patience.

Devenir bénévole m'a permis de m'ouvrir et d'apprendre à voir au-delà de mon entourage, d'élargir ma vision du monde et de créer des liens. C'est à notre âge que l'on commence à forger son opinion, et je trouve que le bénévolat permet de se rendre compte réellement de ce que l'on prétend défendre. L'engagement né-

cessite de l'envie et de la détermination, mais c'est un échange très enrichissant, que je souhaite à tous•tes de vivre d'un côté ou de l'autre. ■

**Propos recueillis par
Florence Daussant,**
présidente du DIAFRAT de Paris

Le SMA – Service militaire adapté, un outil original pour aider la jeunesse en difficulté

Destiné aux jeunes d'outre-mer, âgés de 18 à 25 ans, ce projet concerne des jeunes victimes d'échecs scolaires répétés, de violences, d'addictions... Encadrés par l'institution militaire, ces jeunes volontaires découvrent la discipline, le sport, le goût de l'effort, l'entraide. Les relations de camaraderie, débarrassées d'enjeux de pouvoir ou d'argent, se déploient pour aider les jeunes à entrer dans une spirale de confiance en soi, et de cohésion de groupe. Ils participent massivement à des programmes de formation professionnelle qualifiante, qui aboutissent à des résultats très positifs : à l'issue des deux ou trois années d'affectation dans ce service « pas comme les autres », les 6 000 jeunes ultra-marins qui transitent par les centres de SMA obtiennent, pour 50 % d'entre eux un CDI, 30 % un CDD, les 20 % restant poursuivant une formation.

Vie de la fédération

La Fédération de l'Entraide Protestante contribue à sa hauteur, avec ses associations membres et des collectifs citoyens à travers toute la France, à permettre à des personnes syriennes et irakiennes réfugiées au Liban de venir en France demander l'asile. Ainsi l'équipe de la FEP s'est naturellement mobilisée à l'occasion de cette journée.

En premier lieu, le samedi 15 juin, lors d'un événement organisé sur le Champ-de-Mars par le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) et la Ville de Paris, qui rendait notamment hommage aux associations de sauvetage en mer Méditerranée. La Fédération de l'Entraide Protestante tenait un stand, non loin de celui du Centre d'action sociale protestant (CASP). Ce fut une riche journée d'échange avec le public, ponctuée par des prises de parole, dont celle du président de l'association SOS Méditerranée. Il a rappelé que le premier devoir est celui de sauver et que cette action ne devrait jamais être criminalisée.

Le 20 juin, nous avons assisté à la conférence de lancement du projet d'hébergement solidaire, porté par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DHAL) et la Délégation interministérielle à l'accueil et à l'intégration des réfugiés (DIAIR), lors de laquelle Micheline Helaleh, originaire de Syrie, reçue par l'Association d'accueil des réfugiés de Sommières, a livré un témoignage poignant. De nombreux éléments de son discours étaient remarquables ; mais si nous ne devons retenir qu'une chose, ce serait probablement sa phrase de conclusion : « *Le pays auquel on appartient, ce n'est pas seulement celui dans lequel on naît, c'est aussi celui qui nous protège.* »

Enfin, nous avons terminé cette journée par une visite au Centre provisoire d'hébergement (CPH) du CASP à



Retour sur la Journée mondiale des réfugiés

Le 20 juin avait lieu la Journée mondiale des réfugiés. L'occasion de rappeler que 28,5 millions de personnes sont réfugiées dans le monde aujourd'hui. Quatre-vingt-cinq pour cent d'entre elles se trouvent dans des pays dits en développement. C'est ainsi une petite minorité de personnes qui trouve asile en Europe, contrairement à ce que certains discours tentent de faire croire.

Malakoff à l'occasion d'un événement portes ouvertes. Ce fut l'opportunité de faire connaissance avec la dynamique équipe du centre et d'admirer la belle exposition de photos et céramiques.

De ces rencontres, nous ressortons fortement convaincus de l'importance de sauvegarder le droit d'asile et son application, de ne pas fermer la porte à ceux qui fuient la violence, les exactions et les persécutions.

Dans le même temps, comment ne pas avoir une pensée pour tous ceux qui sont en France, exilés mais déboutés du droit d'asile, vivant souvent dans les conditions les plus précaires ? Qui sommes-nous pour juger leur parcours ? Ce sont eux qui souvent composent le public que nos entraides et nos associations soutiennent au quotidien.

À défaut de pouvoir délivrer des papiers, ce soutien procure au moins de la dignité. ■

Guilhem Mante,
coordinateur du programme
Accueil de l'Étranger

Participation de la FEP à la conférence sur l'Inclusion sociale et économique des nouveaux arrivants par le Comité économique et social européen

La FEP était invitée le 9 juillet 2019 à une conférence sur l'inclusion sociale et économique des nouveaux arrivants par le Comité économique et social européen. Ce fut l'occasion de rappeler qu'un formidable levier d'inclusion sociale est l'engagement citoyen. En ce sens, l'accueil qui est mis en œuvre dans le cadre du projet de couloirs humanitaires est particulièrement intéressant. En associant, dans l'accompagnement, collectifs citoyens et travailleurs sociaux, il permet aux demandeurs d'asile une intégration beaucoup plus rapide et fraternelle.

Vie

de la fédération en région



Nord - Normandie -
Île-de-France

Parcours d'une battante !

Madame C. est persécutée dans son pays : son mari l'a délaissée parce qu'elle n'a eu que des filles et la famille tient à la coutume de l'excision.

Elle-même est excisée et sa jumelle est décédée des suites de l'excision. Madame C. est aide-soignante et connaît parfaitement les risques des mutilations opérées en cachette par les familles. C'est pourquoi elle a fui avec ses deux cadettes afin de demander la protection internationale à la France ; ivoirienne, elle est parfaitement francophone. Mais elle n'a pas obtenu la protection de la France, alors que le risque d'excision est réel pour ses filles. La Cour n'a pas cru son histoire.

Pourtant, Madame C. est aujourd'hui en proie à une terrible angoisse : sa fille aînée, qu'elle n'a pas pu emmener mais qu'elle a fait partir depuis avec l'aide d'une amie, se trouve seule au Maroc

dans l'attente d'un passage qui n'arrive pas à se concrétiser. Hébergée dans le 93 jusqu'au rejet de sa demande d'asile fin janvier, Madame C. s'est retrouvée avec ses deux filles de 10 ans et 5 ans à la merci de l'hébergement d'urgence, avec un 115 saturé en période de grand froid. Après plusieurs jours à la rue, une chambre leur a été trouvée dans un hôtel du 94, d'où il faut deux heures pour aller à l'hôpital. Car Madame C. souffre de plusieurs pathologies d'extrême gravité, dont l'une s'est déclarée peu après son arrivée, qui l'obligent à de fréquentes visites à l'hôpital, dans le 93.

Et maintenant ? L'instruction de sa demande de titre de séjour pour soins est bloquée par l'administration, alors qu'elle remplit parfaitement les conditions requises par la loi, et ce malgré l'accompagnement juridique de l'Espace Santé Droit et les courriers circonstanciés adressés à la sous-préfecture. Elle est en liste d'attente pour un transfert dans le 93 mais, en attendant, elle est épuisée. Ses filles rêvent de retrouver l'école où elles étaient scolarisées depuis leur arrivée...

Claudia Heidemann,
Comité régional NNIdF

Grand Ouest

Écologie et justice sociale

Aujourd'hui tous les observateurs un peu sérieux admettent que la protection de la planète ne concerne pas seulement une orientation différente de la technologie, une remise en cause du gaspillage énergétique ou une attention particulière à la santé publique. La crise écologique met en évidence une autre crise, celle de la justice sociale.

Deux traits majeurs définissent nos sociétés : d'une part, la place que nous accordons aux techniques, et d'autre part, la place que nous accordons à l'individu, eu égard à la société.

La première composante aboutit à l'orgueil démesuré, sans limites, de l'homme occidental qui espère se sauver de la malédiction biblique par la puissance et les pouvoirs qui lui sont conférés par la science et la technique. L'individualisme est le deuxième trait majeur de nos sociétés et il est directement lié au progrès technique puisqu'alors il s'agit non seulement de répondre aux « besoins absolus » de l'homme mais à ses « besoins relatifs » au sens de Keynes : « *Les besoins absolus, en ce sens que nous les éprouvons quels que soient la situation de nos semblables et les besoins relatifs, en ce sens que nous les éprouvons si leur satisfaction nous procure une sensation de supériorité vis-à-vis de nos semblables.* »

Ainsi se perd l'idée de bien commun. Les changements climatiques, la pollution, la mise en péril de la biodiversité atteignent ce bien commun qu'est la planète Terre.

Vie

de la fédération
en région



Car l'individualisme forcené, les logiques inhumaines des multinationales et du grand capital ne se préoccupent pas de ceux qui ne peuvent pas survivre sans les ressources naturelles. Le pape François, dans son encyclique *Laudato Si'*, étudie les causes de la crise écologique en insistant sur la dignité humaine bafouée lorsque l'homme devient idolâtre de la technique et de l'argent. Or pour lui, la dignité humaine est indissociable du souci de la sauvegarde de la planète.

C'est pourquoi la crise écologique prend une dimension spirituelle. Le théologien Jean-Paul Gabus, dans un ouvrage intitulé *L'amour fou de Dieu pour sa création*, pose trois questions essentielles : « *Quelles conceptions avons-nous de la nature et de l'homme ? Est-il possible à l'homme de gérer l'univers de façon viable s'il ne reconnaît pas cet univers et lui-même comme des dons de Dieu ? Cette même question de l'univers ne présuppose-t-elle pas un ordre éthique qui n'est pas celui de la domination et du profit, mais de l'échange, de la participation, de la communion, du respect de la vie et de l'alliance de Dieu avec toute chair ?* »

Même dans un contexte non religieux, ces questions ont un sens : envisager notre univers comme un ensemble dans lequel l'homme n'est que partie d'un tout, dans un écosystème à la dimension du cosmos où il a sa place, pose les questions de la gestion de cet univers et des choix éthiques.

Toute tentative d'enrayer les dérèglements climatiques, de tendre vers une décroissance de la consommation des ressources naturelles ne peut s'envisager que dans la recherche de nouveaux modes relationnels, dans l'exigence de l'attention à son prochain, au respect de sa dignité, dans le partage d'expériences et de compétences qui ne sont pas l'apanage des plus riches. Car aucune réponse ne peut être apportée à la crise écologique sans la solidarité. En effet, « *ce qui se joue ici, face à la nature, c'est un choix, constamment à refaire, entre l'orgueil et la compassion, entre la volonté de toute puissance et la solidarité*¹. » ■

Hélène Brochet Toutiri,
Comité régional Grand Ouest

¹ Éric FUCHS et Mark HUNYADI, *Éthique et natures*, Genève, Labor et Fides, p. 260.

AGENDA

Septembre 2019

25 septembre

Groupe de réflexion EHPAD
Bâle (Suisse)

30 septembre

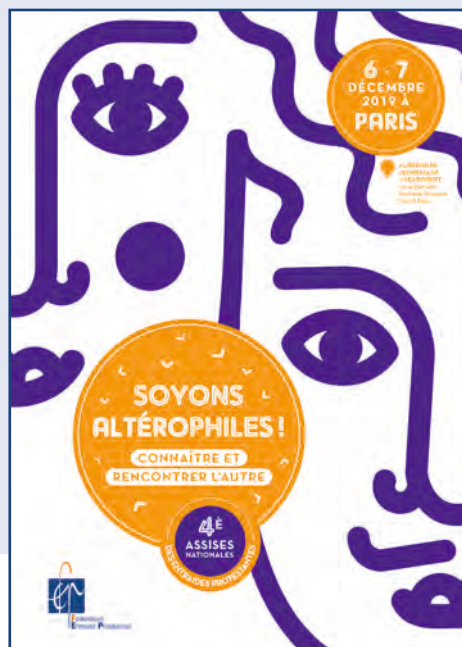
Groupe de réflexion Enfance-Jeunesse
Kehl (Allemagne)

Décembre 2019

6 et 7 décembre

Assises des Entraides
Paris, (France)

Retrouvez l'agenda complet sur :
www.fep.asso.fr



4^{es} Assises nationales des entraïdes protestantes

6 & 7
décembre 2019
à Paris

SOYONS ALTÉROPHILES !

Ou comment approcher la dimension de l'autre, l'*alter* qui nous attire et nous interpelle... Au cœur du travail des entraïdes, l'autre est celui que l'on rencontre, pour qui l'on s'engage, que l'on accompagne, dans un élan de fraternité. Il est à la fois si proche de nous et si différent ! Naît alors une relation qui interroge notre capacité à combattre l'exclusion, notre volonté de respecter la dignité de l'être, comme nous souhaitons être respecté. La précarité installée, les parcours de vie compliqués, les différences culturelles auxquels nous sommes confrontés rendent notre rôle plus complexe. Qui est l'autre ? Comment l'accompagner individuellement et ensemble ? Quelles sont les limites de cet accompagnement ?

Ces 4^{es} Assises nationales des entraïdes protestantes consacrées à « l'*alter* » essaieront de mettre en scène, d'interroger, de chanter la différence, celle qui enrichit, et garde notre humanité. Nous avons souhaité ces Assises actives, joyeuses, riches d'apports et de rencontres !

Pour ce faire nous aurons l'occasion d'entendre des intervenants qui posent la question de la précarité, de l'interculturalité. Nous travaillerons, en ateliers, sur des projections de nos représentations, nous dînerons, nous « irons au cinéma », nous participerons à des forums particulièrement novateurs et stimulants et nous assisterons même à une comparution publique ! ■

Connaître les attentes et comprendre les enjeux de nos pratiques, dialoguer sur le quotidien de nos actions mais aussi prendre du recul... c'est le temps des Assises !

Venez nombreux !

Les questions financières ne sauraient être des freins à votre participation, alors appelez-nous tout simplement.

VENDREDI 6 DÉCEMBRE 2019

- 13h **Accueil**
- 14h30 **Ouverture**
Isabelle RICHARD
Présidente de la FEP

Emmanuelle SEYBOLD
Présidente de l'EPUDF
Solange WEISS DEAUX
Pasteure EPUDF
- 15h **Intervention de Jean FURTOS.**
Quelle relation avec
mon prochain en situation
de précarité ?
- 16h **« À la rencontre de l'autre »**
Atelier participatif des portraits
- 17h30 **Pause**
- 18h **Intervention de Tobie NATHAN**
« Regards sur l'interculturalité »
- 19h30 **Dîner**
- 21h **Soirée « ciné-club »**
Exilés de Margaux CHOURAQUI

SAMEDI 7 DÉCEMBRE 2019

- 8h30 **Accueil Café**
- 9h **Aumônerie**
- 9h30 **« Quel accompagnement ? »**
Trois questions essentielles sur
l'accueil et l'accompagnement
des personnes par les associations
discutées lors d'un
« débat forum ».
- 11h **Pause**
- 11h30 **« Assister ou réinsérer ? »**
Un équilibre à trouver.
Faut-il faire un choix ?
Comparution publique
au sein des Assises.
- 12h30 **Synthèse et envoi**
- 13h **Au plaisir de nous revoir !**

Pour vous inscrire et pour toute question,
connectez-vous sur notre site internet :

www.fep.asso.fr

culture



à lire

Sauvée de l'enfer, la fillette dont la photo a ému le monde entier raconte

Cette photo a fait le tour du monde : une enfant, nue, face à la caméra, et, sur son visage, toute l'horreur de la guerre

Cette photo, prise après une attaque au napalm dont la cible était un village du Sud-Vietnam, restera comme l'emblème de la guerre et du cortège de souffrances qu'elle causa. Mais qu'est devenue Kim, l'enfant au centre de la photo ? Le lecteur peut enfin connaître grâce au récit autobiographique, et par la voix même de Kim comme narratrice, l'incroyable destin de l'enfant devenue adulte. Kim a mis quarante ans avant de réussir à raconter son histoire, témoignage saisissant, et ce pour plusieurs raisons.

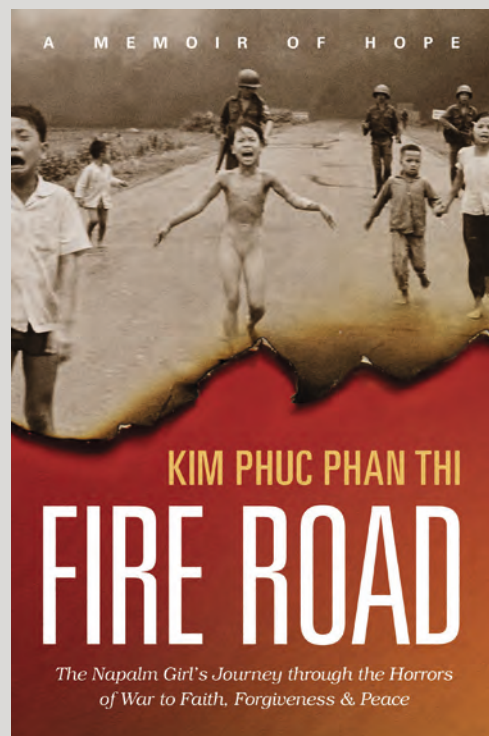
Kim survit au prix de souffrances physiques insoutenables liées aux

brûlures infligées par le napalm et qui ne lui laissent guère de répit ; or, la voici très vite prise en otage par le gouvernement vietnamien, contrainte de servir la propagande communiste. Désespérée, elle songe au suicide et la religion de son enfance ne lui est d'aucun secours...

À l'âge de 19 ans, trouvant refuge dans une bibliothèque, elle tombe sur une bible. La lecture de l'Évangile fait naître des questions pressantes. S'ensuivront des circonstances imprévisibles au bout desquelles Kim deviendra chrétienne.

Elle se trouvera ballottée de pays en pays avant de pouvoir s'établir au Canada, et d'y fonder une famille.

La narratrice nous relate en détail les multiples péripéties par lesquelles elle passe, les doutes mais aussi les espoirs. Elle se livre avec une grande sensibilité. Kim a été, dans tous les sens du terme, sauvée de l'enfer. ■



Kim Phuc Phan Thi
Fire Road : The Napalm Girl's Journey through the Horrors of War to Faith, Forgiveness, & Peace,
Tyndale House Publishers,
336 pages.



Le musée du Luxembourg présente une exposition construite à partir des chefs-d'œuvre de la Tate Britain. Elle met à l'honneur une période phare dans l'histoire de la peinture en Angleterre, allant des années 1760 jusqu'à 1820 environ. L'exposition L'Âge d'or de la peinture anglaise entend dresser un panorama qui permette d'en saisir toute l'originalité et la diversité.

Elle mène le visiteur de la fondation de la Royal Academy, avec des artistes comme Reynolds et Gainsborough, jusqu'au nouveau tournant qui s'amorce au début du XIX^e siècle, notamment avec Turner. Le public y redécouvrira les grands classiques de l'art britannique, trop rarement présentés en France. ■



Expo

L'Âge d'or de la peinture anglaise – De Reynolds à Turner

Du 11 septembre 2019 au 16 février 2020

Infos pratiques

Musée du Luxembourg

19, rue de Vaugirard - 75006 Paris

Métro : Saint-Sulpice (ligne 4), Mabillon (ligne 10)

Bus : Lignes n° 58, 84, 89, 63, 70, 87, 86, 93

RER : Luxembourg (ligne B)

Horaires : ouverture tous les jours de 10 h 30 à 19 h, nocturne jusqu'à 22 h le lundi.

Ouverture les 24 et 31 décembre 2019 de 10 h 30 à 18 h.

Ouverture tous les jours fériés sauf le 25 décembre 2019.

Plein tarif : 13 euros.

Tarif réduit : 9 euros.



Portrait

Isabelle Richard

présidente de la Fédération de l'Entraide Protestante

Elle arrive en tirant sa petite valise, souriante et un peu essoufflée : « Veuillez me pardonner, je jongle un peu en ce moment entre mes engagements à Nantes et ma nouvelle mission à Paris... ».

Fraîchement élue présidente de la Fédération de l'Entraide Protestante, Isabelle Richard a l'expérience du mouvement : une enfance en Algérie, une jeunesse à Marseille et Paris, puis les États-Unis, Paris, la Belgique, Avignon, et enfin Nantes, où cette mère de cinq enfants s'est installée il y a vingt ans : « Une ville ouverte, familiale, où est né notre cinquième enfant, Timothée, atteint d'un handicap sévère : il a fallu alors nous poser, et lui offrir une stabilité dans son parcours. Ce fut aussi pour moi le moment d'orienter différemment ma vie, la possibilité de construire dans la durée des projets porteurs de sens... »

La foi comme fil conducteur

La quête de sens, c'est le carburant de cette diplômée de l'ESSEC qui confie : « Je me suis plutôt ennuyée durant mes études, et j'ai eu besoin de m'engager par ailleurs, rejoignant le GENEPI [enseignement bénévole en prison], prenant une année sabbatique à l'étranger auprès d'enfants défavorisés, et devenant assistante du départe-

ment "Environnement", à une époque où l'on ne parlait pas encore beaucoup de développement durable ! »

Héritière par ses parents des valeurs protestantes de solidarité et de responsabilité Isabelle a le goût du partage, de l'altérité et de l'exigence de vérité. Elle cite des visages qui ont marqué son parcours : « Miguel Rojass-Mix, mon professeur d'espagnol, ancien doyen de la faculté de Santiago du Chili, exilé à Paris, qui m'a fait découvrir la théologie de la libération ; Laurent Thomas, fondateur de Loisirs Pluriel, avec son regard visionnaire sur le handicap ; ou Sophie Biette, présidente de l'ADAPEI Loire-Atlantique, une grande amie avec laquelle nous partageons des projets et des combats mais aussi de grands moments de peinture aux couleurs de l'espérance... »

Construire ensemble un monde plus juste et plus fraternel

Nantes se révèle le terrain idéal pour déployer l'énergie de cette battante. Le diaconat protestant possède une vieille maison de vacances inadaptée aux besoins du temps : elle fera de « Brise de Mer » un centre d'accueil et de vacances mixte social et handicap, couronné de prix et de récompenses tant le concept et la convivialité de ce lieu remarquable forcent l'admiration. Elle développe ensuite les actions de l'association envers les personnes

migrantes, avec une vision de la globalité du parcours de chacun : hébergement, accompagnement, aide alimentaire, cours de FLE, recherche d'emploi...

Administratrice de la Fédération de l'Entraide Protestante depuis trois ans, elle a beaucoup hésité quand elle a été approchée pour ce mandat : « Aurais-je la capacité à embrasser tant de diversités, de territoires, de sensibilités ? Et finalement j'ai dit oui, consciente d'un appel et confiante parce que je ne serai pas seule dans cette nouvelle aventure... »

Aujourd'hui, elle a fixé trois objectifs : s'appuyer sur l'ancrage éthique et spirituel protestant « car les valeurs de fraternité et de gratuité sont au cœur de notre engagement et que la société a soif de sens » ; améliorer notre communication, « parce que c'est notre mission de porter la parole de nos membres et d'être la voix des "sans-voix" », enfin nourrir l'enjeu fédératif, « car notre diversité constitue une richesse, un tremplin et une chance à accompagner et à cultiver ».

De beaux défis à relever avec son équipe... ■

Jean Dentressangle,
journaliste